

L'EXPÉRIENCE DU JUMELAGE ENTRE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS PALESTINIENS ET LES VILLES FRANÇAISES

INTERVIEW DE FERNAND TUIL *

Quelle a été la motivation personnelle qui t'a poussé à t'investir dans la cause palestinienne ?

Je suis communiste convaincu et je ne peux pas être passif devant l'injustice. Je suis aussi un internationaliste. En défendant les Palestiniens, je défends aussi les droits de l'homme où ils sont bafoués.

La lutte contre les injustices m'a guidé depuis mon plus jeune âge. J'ai été élevé dans une famille où le mot solidarité avait une forte signification. Ma grand-mère était membre du Parti communiste tunisien. Je suis d'origine juive tunisienne. Dès l'arrivée de mes parents à Paris, à Belleville – j'avais quatre ans –, il a fallu que je me batte contre le racisme car j'étais fils de juif et j'étais en même temps considéré comme un fils d'arabe. A neuf ans, un instituteur, dont on a su plus tard qu'il était membre de l'OAS, m'a littéralement cassé la gueule et ce drame m'a marqué à vie. Ce fut une formation un peu rude, mais ce fut une formation. Je me suis inscrit aux Jeunesses communistes à treize ans dans le 20^e arrondissement. A dix-huit ans, c'était mai 1968, je suis allé dans un kibboutz au lieu d'aller dans les Cévennes comme certains de mes amis.

Je ne connaissais rien de la Palestine. Je savais simplement qu'Israël représentait la patrie des juifs pour mes parents. Il y avait souvent de grosses discussions entre ma grand-mère et le reste de la famille, car ma grand-mère était

* CO-PRÉSIDENT AVEC AHMED MUHAISEN DE L'AJPF, ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES JUMELAGES ENTRE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS PALESTINIENS ET LES VILLES FRANÇAISES
AJPF : 03 44 64 44 04 / Ajpf.palestine@wanadoo.fr

sur la ligne anticoloniale de la Palestine. Aujourd'hui toute ma famille vit en Israël.

Le kibboutz t'a attiré par le côté socialiste ou bien du fait que c'était en Israël ?

C'est effectivement le côté socialiste qui m'a attiré dans le kibboutz, le partage, la vie rurale... Ça m'a permis d'apprendre l'hébreu et ça m'a donné une formation sur le terrain beaucoup plus politique. J'y ai fait la connaissance d'un ouvrier agricole palestinien à qui personne ne parlait là-bas. Nous sommes devenus amis. Puis j'ai fait la connaissance de son fils qui avait à peu près le même âge que moi, un type fabuleux. J'ai eu un électrochoc par la façon dont il m'a parlé de son pays, j'ai découvert beaucoup de choses et suis allé vivre trois mois à Jérusalem avec les Palestiniens. Je suis ensuite rentré en France. J'avais vingt ans et j'ai fondé une famille, commencé à travailler. Tout ce temps, j'avais au fond de moi la Palestine, dès qu'on en parlait, je tendais l'oreille. Je participais aux actions de solidarité pour la Palestine mais c'est en septembre 1982 que j'ai vraiment décidé de m'engager pleinement. La date du massacre des camps de Sabra et Chatila par les miliciens libanais sous la bienveillance des Israéliens a été déterminante pour moi. C'est, avec mon expérience violente de neuf ans, l'autre secousse qui a déterminé mon engagement. J'ai décidé d'agir ces jours de septembre. J'ai commencé à solliciter ma ville de Montataire, dans l'Oise, et nous avons commencé par recevoir des enfants palestiniens du Liban à partir des années 1985.

En discutant avec mon amie Jacqueline Léonard, j'ai décidé d'aller en Palestine en 1988. Elle m'a présenté Marianne Weiss qui vivait là-bas. Celle-ci m'a emmené dans le camp de Dheisheh. Ça a été extraordinaire. Le camp était entouré de barbelés de six mètres de haut et gardé par l'armée israélienne à l'époque. Quand je suis entré dans le camp, j'ai encore une image gravée dans ma mémoire. J'ai été accueilli par Wassil, un syndicaliste que connaissait Marianne. Il habitait au fond du camp sur une petite colline plus j'avancais vers sa demeure, plus la musique que j'entendais se distinguait des bruits alentour : il écoutait Mozart. Nous avons sympathisé et je l'ai fait venir en France pour qu'il parle de la Palestine. J'ai décidé de proposer un jumelage entre le camp de Dheisheh et la ville de Montataire quand je suis retourné dans le camp.

Et cette idée de jumelage t'est venue comment précisément ?

Lors de ce dernier voyage, Wassil m'a présenté son cousin Ahmed Muhaisen. Nous avons eu un coup de foudre mutuel. Nous avons la même vision du monde, nous étions en osmose. J'ai une grande tendresse pour mon frère Ahmed, c'est une tendresse révolutionnaire. J'ai découvert que du camp où il vivait il était aussi solidaire avec tous les peuples qui luttent. Ma vision de la solidarité s'est épanouie avec cette rencontre. En défendant l'autre, on se défend nous-mêmes.

Tu as trouvé ton jumeau et vous avez eu l'idée du jumelage en quelque sorte !

Voilà, bien formulé ! A notre première rencontre nous avons discuté toute la nuit ! Ensemble, pendant cette nuit, nous avons eu l'idée de formaliser les liens que l'on avait commencé à créer par un jumelage officiel entre ma ville et son camp de réfugiés. Il fallait être fou pour proposer cela car ce n'était compris ni chez les Français ni chez les Palestiniens. Un jumelage avec une ville de Palestine était révolutionnaire à l'époque puisqu'il n'y avait pas d'État palestinien. Mais le fait qu'il s'agisse d'un camp n'était pas du tout compris en France. Du côté palestinien, je soulevais beaucoup de méfiance et parfois quelques violences : je n'ai jamais caché que ma famille vivait en Israël et que j'étais communiste. Mais nous y avons cru et nous avons chacun de notre côté convaincu par de longues discussions les autorités compétentes pour réaliser le jumelage.

Ce n'était pas facile non plus du fait que concrétiser un jumelage avec un camp risquerait aussi de les conforter dans un statut de réfugiés, non ?

Nous avons expliqué que justement reconnaître légalement un camp de réfugiés était une action politique forte pour mettre sur le devant de la scène le problème des réfugiés qui est crucial dans le conflit israélo-palestinien. Reconnaître que des Palestiniens vivent dans des camps de réfugiés était notre but, et le fait qu'une institution l'affirme est un acte hautement politique non pas humanitaire. Nous voulions un jumelage pour affirmer des valeurs fortes d'échanges et de solidarité et un positionnement politique par rapport au conflit. Je rends d'ailleurs hommage au maire communiste de Montataire ainsi qu'à son équipe d'élus car ils

ont été formidables pour porter ce jumelage et créer les conditions pour qu'il réussisse.

On a réussi grâce à beaucoup d'énergie dépensée mais aussi parce que c'est un combat juste. On demande la reconnaissance de la Nakba, du traumatisme que le peuple palestinien a subi en 1948. Or les réfugiés sont l'emblème vivant de ce traumatisme. C'était pour nous un moyen de parler de la Palestine indivisible et des 70 % de Palestiniens qui se trouvent à l'extérieur de leurs frontières.

Quand ce premier jumelage a été signé, quelles formes concrètes a-t-il pris ?

Le premier jumelage a été signé en 1989 et l'association AJPF est née officiellement en 1998 avec une coprésidence exercée par Ahmed Muhaisen et moi.

Le premier acte fut d'afficher aux entrées de ville des panneaux indiquant que Montataire était jumelée avec le camp de Dheisheh. Puis le maire a fait venir les responsables du camp, et ensuite il a fait venir l'équipe de foot du camp qui a d'ailleurs mis un 7-1 mémorable à nos jeunes ! Les jeunes ont immédiatement sympathisé. Les jeunes Palestiniens avaient un niveau politique très élevé et ont réussi à faire faire de la politique à nos jeunes Français. Ils ont contribué à combattre l'obscurantisme en faisant en sorte que nos jeunes ne se trouvent pas d'adversaires désignés. Ils leur ont expliqué la situation, leur ont expliqué qu'ils n'avaient pas de problèmes avec les juifs, qu'ils n'étaient pas antisémites. Ils ont intimé à nos jeunes de se battre sans se tromper de cible ou de combat, de se battre contre les vrais responsables en leur expliquant aussi comment le monde fonctionnait. Ces échanges sont inestimables. Nous avons ensuite emmené des jeunes Français dans le camp, où ils ont passé 15 jours ; à leur retour, quelques-uns se sont syndiqués, ont repris leurs études et même se sont inscrits au Parti. Jusqu'à aujourd'hui tous sont en contact.

Nous avons aussi développé des échanges entre écoliers, artistes, formé une femme médecin, des électriciens grâce à la régie municipale de Montataire qui avait participé au renforcement du réseau électrique du camp.

L'intervention des citoyens dans le combat pour la cause palestinienne est très importante, elle peut influencer considérablement la politique des représentants élus. Dans le même temps, il est important d'accompagner l'intervention

citoyenne de politique au sens noble du terme : expliquer le conflit, son histoire, ses conséquences etc. Les jumelages apportent de la hauteur politique à ces échanges.

Quelle réaction y a-t-il eu à la suite de ce premier jumelage dans les institutions, au Parti et même en Palestine ?

On m'a pris pour un fou. On a dû argumenter auprès de Cités unies, association garante des jumelages en France, car c'était un jumelage politique. L'autre réaction courante que j'ai entendue partout était de faire un jumelage avec une ville israélienne pour « équilibrer » les choses... je ne suis pas pour. Faire un jumelage avec une ville israélienne est après tout louable, mais le faire pour « équilibrer » un jumelage avec un camp palestinien est hors de propos. Il n'y a aucune symétrie dans la situation politique de ces deux peuples. Il y a au contraire un État occupant et un peuple occupé, il n'y a pas une armée contre une autre armée. Ce qui ne signifie pas qu'il ne faille pas travailler avec les Israéliens au contraire je pense qu'une des clés de la résolution du conflit est entre leurs mains. Il faut travailler avec les anticolonialistes israéliens, j'insiste sur le terme « anticolonialistes » car le mot « pacifistes » ne me convient pas. La bataille pour la Palestine est profondément anticoloniale. Et se battre pour la Palestine, c'est y compris se battre pour que les Israéliens aient une meilleure vie. Le coût de la guerre et de la colonisation est énorme, ils subissent des privatisations générales, les situations sociales catastrophiques se multiplient, de plus, il leur est interdit de se marier avec des non-juifs... Elias Sanbar dit que le conflit israélo-palestinien est comme une arête dans la gorge du monde et que celui-ci toussera tant qu'il ne sera pas réglé.

Par ailleurs, la lâcheté de la communauté internationale, de nos élus, me révolte. Mon objectif est de jumeler tous les camps de réfugiés non pas pour faire un quelconque score, mais pour ne pas les oublier et les mettre en valeur. Leur droit de circuler est restreint au possible, ils ne peuvent se rendre dans les villes voisines, aller à l'université...

Je suis allé dans le camp de Djénine juste après le passage des chars israéliens pour travailler sur deux jumelages. Arrivé dans de telles conditions, je demandais au chef du comité de gestion du camp ce que l'on pouvait faire dans l'immédiat pour leur venir en aide. Il m'a répondu que la seule chose dont ils avaient besoin était que l'on parle d'eux chez

nous et de les aider à scolariser les enfants du camp, les aider à retirer la haine qu'ils ont au fond d'eux à la suite de ces tragiques événements. C'est à la suite de cette visite que nous avons lancé la campagne pour le droit à l'éducation des enfants palestiniens.

Combien y a-t-il de jumelages aujourd'hui et comment sont-ils considérés ?

Aujourd'hui, les jumelages sont très appréciés par les villes françaises et les camps. J'ai visité tous les camps au Liban, en Syrie, en Cisjordanie, à Gaza et en Jordanie, et je vois bien que quand un camp est jumelé, on officialise la dignité de ses habitants en rompant leur isolement politique, on affirme l'égalité entre les hommes. Ce que les réfugiés veulent surtout, bien au-delà de l'aide matérielle, c'est leur place dans le monde, leur existence. Ce n'est pas un peuple mendiant, il a une très grande culture. Le peuple palestinien a juste besoin de s'épanouir, d'échanger et le faire dans un cadre officiel comme le propose un jumelage est une preuve d'égalité. J'insiste là-dessus quand je prends contact avec des maires de nos villes.

Il y a maintenant entre 50 et 63 villes qui travaillent régulièrement avec des camps de réfugiés et il y a une vingtaine de villes qui ont ratifié des jumelages à proprement parler. Il y a des jumelages qui se réalisent en trois ans et d'autres en deux heures. Je voudrais citer en exemple la Ville de Douarnenez en Bretagne dont l'ancien maire Monique Prevost a fait preuve d'une écoute et d'un internationalisme qui m'ont renforcé dans mon engagement. Je voudrais citer également le courage de Marc Everbecq, maire de Bagnolet, première ville à s'être jumelée avec un camp de réfugiés du Liban (et non des moindres puisqu'il s'agit de Chatila) où les conditions de vie des réfugiés sont plus difficiles qu'ailleurs puisqu'ils souffrent de la limitation de leurs droits fondamentaux ; ainsi que le maire de Stains, Michel Baumale jumelé avec le camp de El'Amari en Cisjordanie, inlassable combattant de la paix ; Pascal Beaudet, ancien maire d'Aubervilliers ; Catherine Hanriot, ancien maire de Pierrefitte ; Jacques Saint-Ameaux, maire de Limay jumelé avec le camp de Shufat à Jérusalem ; Alain Blanchard de Saint-Leu d'Esserent ; Gilles Poux, maire de la Courneuve jumelé avec un camp du Liban ; Jacques Robitail, maire d'Avion jumelé avec un camp du Liban ; Patrick Braouzec,

député de Seine-Saint-Denis qui, dès les premières heures, était à nos côtés dans la bataille ; Didiert Payart, maire de Saint-Denis ; Francis Wurtz pour son apport auprès de l'assemblée européenne et de son soutien personnel lors de nos délégations en Palestine et au Liban ; et bien sûr toutes les autres villes, les syndicats, les comités d'entreprise en particulier celui de la CCAS EDF-GDF, et bien sûr aussi Jean-Pierre Bosino, maire de Montataire qui fût le premier avec Maurice Bambier à jumeler sa ville avec le camp de Deheisheh en 1989. Sans le soutien de cette ville et de ses élus nous n'en serions pas à ces nombreux jumelages.

Est-ce que tu penses que ces jumelages peuvent être un levier justement face à la lâcheté internationale à laquelle tu as fait allusion tout à l'heure ?

J'en suis convaincu car maintenant le droit au retour est systématiquement mis à l'agenda des négociations de paix. Il y a 5-6 ans, il n'était nulle part évoqué. Le droit au retour est le point numéro un, non pas comme un cadeau mais comme l'application du droit international. Reconnaître le droit au retour des Palestiniens c'est reconnaître ce que leur a fait, leur expulsion, leur spoliation... tous les jumelages sont autant de piqures de rappel.

Est-ce que les maires de ces villes-là ont fait des actions communes en s'adressant à l'Union européenne, la présidence française... ?

Bien sûr. Les maires interpellent chaque année de manière individuelle et collective le Président de la République, les députés... Plusieurs maires étrangers, notamment belges, ainsi que des personnalités étrangères signent nos appels lorsqu'ils sont destinés à l'Union Européenne et au Parlement européen. Les appels concernent par exemple l'indigne construction du Mur, la répression israélienne, la revendication d'une force d'interposition onusienne...

Comment résonne la division du mouvement national palestinien chez les réfugiés palestiniens ?

Je voudrais dire d'abord que s'il y a division aujourd'hui la responsable s'appelle occupation. Le peuple palestinien a voté à plus de 87 % -malgré les difficultés qu'ils ont à circuler- ce qui est déjà une victoire pour leur démocratie. Leur choix

leur appartient, personne ne peut dire que le peuple a mal voté et ils sont assez mûrs pour changer de représentants aux prochaines élections. Au lieu de ça, la brèche a été exploitée pour les diviser en bouclant Gaza, lui coupant les vivres, l'électricité... Il ne faut par ailleurs nier aucune responsabilité du Fatah et du Hamas réunis. Mais à notre niveau, je pense qu'il ne faut pas faire deux catégories de Palestiniens. La bande de Gaza subit une régression terrible. Le mouvement de solidarité se doit de continuer à aider Gaza, le problème y est urgent. Nous avons besoin de rassembler le mouvement associatif.

Cela dit, le problème palestinien reste entier et les réfugiés dans leur ensemble ne perdent pas de vue leur droit au retour. Ils se sentent appartenir profondément à une Nation indivisible. Eux n'oublient jamais que l'occupation est la véritable cause de la division actuelle. Division idéologique qui s'est transformée dans certains endroits comme Gaza, en proie aux privations et à la précarité extrême, en conflit armé, la violence de la situation subie a produit une opposition violente. N'oublions pas qu'une même famille palestinienne peut regrouper des membres du Hamas et du Fatah.

Certaines villes jumelées ont exprimé des réticences à la suite des élections, comment cela s'est-il passé ?

Les Maires des Villes jumelées subissent une pression énorme et ont été interpellés vivement. C'est aussi le résultat de la désinformation que l'on subit ici où le Hamas était devenu le diable. Nous avons beaucoup débattu mais aucun maire n'a abandonné.

A l'heure où nous parlons, le problème des réfugiés demeure, le Mur continue de se construire et ils ne séparent pas seulement les Israéliens des Palestiniens mais aussi des Palestiniens entre eux !

Comment penses-tu que la question des réfugiés va se régler ? Leur retour chez eux ? Une compensation financière ?

Je pense qu'elle ne se réglera que si le droit au retour est reconnu. Reconnaître ce droit c'est aussi reconnaître la souffrance qu'ils ont subie. Les Israéliens grandiraient de reconnaître le droit au retour. La mise en pratique de la reconnaissance par compensation financière ou retour géographique ne vient qu'après. On sait qu'une grande majorité des Palestiniens resteraient où ils sont ou bien iraient en

Cisjordanie ou à Gaza. Mais nous pensons qu'il n'y aura pas de paix, sans droit au retour des réfugiés. N'importe quel habitant d'un camp répond à la question « d'où viens-tu » par le nom du village de ses parents ou grands-parents et non par le nom du camp dans lequel il demeure. La question palestinienne ne se réglera que si on règle la question des réfugiés.

Quelles seront vos prochaines actions en ce 60^e anniversaire de la Nakba ?

Nous allons organiser le samedi 22 novembre à Bruxelles un rassemblement au Parlement européen pour dire "chiche" aux dernières déclarations de Nicolas Sarkozy sur la création d'un État palestinien.

Nous allons également organiser pour la commémoration de la Nakba la 2^e conférence internationale de solidarité avec le peuple palestinien et pour le droit au retour. Elle aura lieu les 31 janvier et 1^{er} février 2009 à Saint-Denis.

La 1^{re} s'était déroulée en 2001 à Montataire où nous avons réuni plus de 800 personnes dont les représentants de tous les camps de réfugiés [au nombre de 59, ndlr]. Ils ont ainsi eu l'occasion de se rencontrer, chose qu'ils n'ont pas la possibilité, le droit de faire chez eux.

INTERVIEW RÉALISÉ PAR MILÈNE AUBERT

